PROCES VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 14 NOVEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze, le 14 novembre à 20 heures, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Anne-Marie CANAL Maire,

Présents : AMOROS Martine, AUBERT Sophie, BONIKOWSKI Dolorès, CANAL Anne-Marie, MIR Jean-François, TAHIRI Naziha, VASSEUR Jacques, VANELLE Jacques

Absents : BATLLE Dominique, CHANDEYSSON Claudia, FABRE Christophe, LEROUX Denis, MILHE Virginie, RUISSEAUX Matthieu

Procurations : MILHE Virginie à MIR Jean-François

Date de la convocation : 07 novembre 2014

Monsieur MIR Jean-François a été désigné secrétaire de séance.

Ouverture de la séance à 20h

1- Approbation du procès-verbal du 29 septembre 2014.

Madame le Maire demande s'il y a des remarques concernant la rédaction du procès-verbal.

Pas de remarque.

Voté à l'unanimité.

2- Approbation de l'ordre du jour.

Madame le Maire donne lecture de l'ordre du jour.

Voté à l'unanimité.

3- Don à la commune.

Madame le Maire informe que le donateur souhaite que cette somme soit allouée à la reconstruction de la bretèche.

Somme versée au percepteur qui a établi un reçu.

DON A LA COMMUNE

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'un donateur souhaitant garder l'anonymat a fait don à la commune d'une somme de 200.00 Euros.

Ce donateur souhaite que cette somme soit utilisée pour la reconstruction de la bretèche.

Madame le maire indique que cette somme fera l'objet d'un titre de recette en investissement au compte 1025 et sera utilisée suivant le souhait du donateur.

La somme a été versée au percepteur qui a établi un reçu.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

ACCEPTE que le don de 200.00 euros soit utilisé en investissement pour la reconstruction de la bretèche.

4- Révision du POS valant PLU : prescription et modalités de concertation.

Madame le Maire informe qu'à partir du juillet 2017 les pos ne pourront plus avoir lieu.

Elle précise qu'il faut environ trois ans pour remanier le POS.

Elle rappelle que le Conseil Municipal avait déjà délibéré pour transformer le POS en PLU.

Cette délibération était générale et il faut maintenant officialiser le PLU.

Madame le Maire donne lecture du projet de délibération sur les prescriptions et les modalités de concertation.

Elle précise que ce n'est pas la mairie qui décidera seule des prescriptions.

Un PLU est effectué pour 20-30 ans.

Il y aura de la concertation.

Il y aura une interface entre la mairie, la population et l'Etat. Un échange productif entre la municipalité et la population.

Une salle ouverte à tous où tous les documents seront mis à disposition du public pendant les heures d'ouverture du secrétariat de mairie.

Si pour des raisons professionnelles des personnes ne peuvent pas y participer, elles pourront prendre rendez-vous.

Un registre sera également mis à disposition pour y consigner les impressions de chacun. Infos le plus large possible.

L'état sera associé à cette révision, ce qui est obligatoire, ainsi que d'autres personnes publiques comme la communauté de communes Conflent et les communes voisines.

Marquixanes va faire partie du SCOT qui va définir le paysage de tout le canton.

Madame le Maire indique que c'est un travail énorme et que nous ne sommes pas en avance.

La commune a pris du retard.

Le PLU doit être mis en place en juillet 2017 au plus tard.

<p style="text-align: center;">REVISION DU POS VALANT PLU : PRESCRIPTION ET MODALITES DE CONCERTATION</p>
--

Madame le Maire rappelle que le POS en vigueur sur le territoire communal a été approuvé le 29/06/89 et qu'une révision générale a été prescrite par délibération du Conseil Municipal le 14/06/1999 et a fait l'objet d'un arrêté de mise en œuvre le 21/10/1999.

Ainsi, compte-tenu du fait que le bureau d'études qui était chargé de l'élaboration du POS, en 1999, n'est plus en mesure de poursuivre les études, que la commune ne dispose pas des documents reproductibles et surtout que le contexte réglementaire a beaucoup évolué (lois SRU, UH, GRENELLE, ALUR), le nouveau conseil municipal a décidé de prescrire une nouvelle révision du POS.

Par une première délibération en date du 04 septembre 2014, le conseil municipal a donc décidé de poursuivre la révision du POS en PLU.

En effet, le règlement du POS ne correspond plus, sur certains secteurs, aux exigences actuelles de l'aménagement spatial de la commune et il nécessite une redéfinition de l'affectation des sols, une réorganisation de l'espace communal et la définition d'un nouveau projet d'aménagement et de développement durable (PADD).

Madame le Maire précise que selon l'article L.123-19 du nouveau code de l'urbanisme, les délibérations prescrivant la révision du POS valent prescription de l'élaboration du PLU, soumise au régime juridique prévu par la loi SRU.

Elle rappelle aussi qu'en vertu de l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, à compter de la publication de la délibération prescrivant

l'élaboration du PLU, l'autorité compétente peut décider de sursoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L.111-8 du nouveau code de l'urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant les constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

Madame le Maire indique surtout qu'en application de l'article L.300-2 du nouveau code de l'urbanisme, une concertation préalable doit être organisée durant toute la durée des études, associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Il appartient au conseil municipal de fixer les objectifs du PLU et déterminer les modalités de la concertation préalable.

Madame le Maire propose donc au conseil municipal les objectifs et les modalités de concertation préalable suivants, dans le respect du SCOT futur :

1 – Sur les objectifs :

- Réaffecter les sols en prenant en compte les particularités locales et les besoins spécifiques des secteurs, (particularités patrimoniales, activités sportives et de loisirs, activités économiques, équipements publics) pour permettre l'évolution et l'adaptation de l'offre aux besoins futurs,*
- Prendre en compte le projet de déviation de la RN 116,*
- Maîtriser le développement du village en cohérence avec son organisation générale et son patrimoine architectural,*
- Reconsidérer les potentialités d'extension du village en veillant à une utilisation rationnelle des espaces,*
- Accueillir de nouveaux arrivants et réaliser des zones résidentielles, notamment sur les terrains situés à l'entrée Ouest du village (côté route de Prades)*
- Favoriser le maintien des terres agricoles, valoriser les éléments naturels et les paysages, et protéger les espaces naturels,*
- Créer des équipements sportifs, de loisirs et d'hébergement touristique afin de favoriser le développement du village,*

2- Sur les modalités de concertation préalable :

La concertation doit être l'occasion d'un dialogue productif entre le conseil municipal et

- La population*
- Les sociaux professionnels, notamment les représentants de la profession agricole*

- Les associations et personnes diverses

Les modalités de concertation seront les suivantes :

Durant toute la durée des études de la révision du PLU :

- Mise à la disposition de la population, des socioprofessionnels, des associations locales et les autres personnes concernées, durant toute la durée des études de la révision, d'une exposition et d'un document évolutif présentant les constats et les objectifs poursuivis ainsi que les projets envisagés sur l'ensemble du territoire de la commune.

- Une réunion publique, au minimum.

- La mise à disposition d'un registre, pendant toute la durée de la concertation, permettant de consigner les impressions de chacun sur la révision du PLU.

- L'information concernant les modalités de cette concertation se fera au moyen de :

- un ou plusieurs articles diffusés dans la presse locale, à la rubrique locale.

- d'une annonce sur les panneaux d'affichage de la mairie.

Le conseil municipal, après en avoir largement débattu, et à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

DECIDE

1/ DE PRESCRIRE la révision du Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en plan Local d'Urbanisme, sur l'ensemble du territoire communal,

2/- D'ASSIGNER à cette révision les objectifs détaillés ci-dessus:

3/- D'ADOPTER les modalités de concertation telles que décrites ci-dessus:

4/- D'ASSOCIER l'Etat à cette révision, conformément à l'article L.123-7 ou 123-8 du code de l'urbanisme, ainsi que les PPA.

5/- DE CONSULTER les personnes publiques autres que l'Etat qui en formuleront la demande, ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale compétents et les communes voisines.

6/- DE SOLLICITER de l'Etat, une compensation au titre de l'article L.121-7 du code de l'urbanisme, pour couvrir les frais matériels et d'étude nécessaires à l'élaboration du PLU.

7/- DIT QUE conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet,*
- Aux Présidents du Conseil régional et du Conseil Général,*

- *Aux présidents de la chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,*
- *Aux maires des communes limitrophes : VINCA, ESPIRA DU CONFLENT, LOS MASOS, EUS, ARBOUSSOLS.*
- *Aux Présidents des Communauté de Communes Conflent et Vinça Canigou*

8/ CONFORMEMENT à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

5- Révision du POS : consultation et choix du cabinet d'urbanisme chargé de l'étude.

Madame le Maire indique que 3 bureaux d'étude ont été consultés : Info concept VRD, Archi concept et AGT COGEAM.

AGT COGEAM a été retenu car c'est le cabinet le moins cher et connu à Prades.

Il y a également un avantage car l'ancienne municipalité avait retenu le cabinet EOS. Le bureau a fermé et du personnel de EOS a été embauché par AGT COGEAM, donc connaissance du territoire.

REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS : CONSULTATION ET CHOIX DU CABINET D'URBANISME CHARGE DE L'ETUDE

Madame le Maire informe le Conseil municipal qu'il est nécessaire de désigner un cabinet d'urbanisme pour la poursuite de la révision du POS valant PLU.

Elle précise que trois bureaux ont été consultés.

- *Société Archi Concept*
- *AGT COGEAM*
- *Info Concept VRD*

Les propositions ont été les suivantes :

<i>- Société Archi Concept</i>	<i>44 080.00 € HT</i>	<i>52 896.00 € TTC</i>
<i>- AGT COGEAM</i>	<i>28 500.00 € HT</i>	<i>34 200.00 € TTC</i>
<i>- Info Concept VRD</i>	<i>48 783.75 € HT</i>	<i>58 540.50 € TTC</i>

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

DECIDE de retenir le Cabinet d'urbanisme AGT COGEAM

DONNE AUTORISATION à Madame le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention nécessaire à cette mission.